



ASSOCIATION DES RETRAITÉS DU GROUPE CEA
GROUPE ARGUMENTAIRE SUR LE NUCLEAIRE

ET SI LA FRANCE SORTAIT DU NUCLEAIRE ?

Le nucléaire produit aujourd'hui plus des trois quarts de notre électricité. En cas de sortie du nucléaire, même si l'on parvient à stabiliser, voire à réduire, la consommation d'électricité, les énergies renouvelables ne pourront, à l'horizon prévisible, contribuer que pour une part minoritaire à la fourniture des kilowattheures. La France devra donc inévitablement faire appel à des combustibles fossiles - principalement du gaz - importés de l'étranger pour assurer l'essentiel de sa production d'électricité. Une sortie du nucléaire entraînerait donc, pour le pays, des conséquences majeures qui peuvent être ainsi résumées :

- **la France perdrait l'indépendance qu'elle a acquise pour produire son électricité** et deviendrait tributaire, pour sa fourniture en kilowattheures, du gaz acheté à la Russie, aux pays du Maghreb ou du Moyen-Orient.

- **L'électricité coûterait plus cher** car le prix du gaz – dont le kWh est déjà sensiblement plus onéreux que le kWh nucléaire ne pourra que nettement augmenter à l'avenir, avec des hausses peut-être brutales liées à la raréfaction des réserves mondiales et aux tensions géopolitiques en résultant. La France serait exposée en permanence à ces aléas internationaux alors qu'elle bénéficie aujourd'hui d'une électricité aux coûts stables sur le très long terme.

- **La France devrait régler chaque année une facture « gazière » de plusieurs milliards d'Euro**, s'assimilant à une véritable ponction de richesse nationale. Elle renouerait ainsi avec la situation qui prévalait jusque dans les années 1970, avant le programme nucléaire, lorsqu'elle était contrainte d'acheter à l'étranger l'essentiel des matières premières nécessaires à la fabrication de son électricité (alors qu'aujourd'hui 95% des dépenses consacrées à la production d'électricité nucléaire demeurent à l'intérieur du pays, alimentant l'activité économique et l'emploi).

- **La France, qui est le premier pays vendeur sur le marché nucléaire mondial, perdrait le bénéfice de ses exportations (d'équipements, de produits et services nucléaires, d'électricité) qui lui rapportent chaque année environ 5 milliards d'Euro** (avec des milliers d'emplois à la clé). Prétendre que l'exportation d'éoliennes ou de panneaux solaires pourrait compenser ce manque à gagner est illusoire.

- **Au total, la facture gazière et la perte de recettes à l'exportation constitueraient un lourd handicap pour la balance commerciale de la France**, dont le nucléaire est aujourd'hui une des premières sources de bénéfices. Au lieu d'enregistrer un « positif » de 10 à 15 milliards d'Euro chaque année (exportations + importations évitées de matières premières électrogènes), notre balance commerciale enregistrerait un « négatif » (achat de gaz + pertes de recettes à l'exportation) de plusieurs milliards d'Euro (évoluant selon le prix du gaz) par rapport à la situation actuelle. Si les déficits enregistrés par la balance commerciale française dans les années 1980 ont été résorbés et si des excédents ont été dégagés à partir des années 1990, c'est pour une large part au nucléaire qu'on le doit. Sortir du nucléaire serait compromettre cet acquis.

- **Sortir du nucléaire, ce serait saborder un secteur industriel de pointe qui vaut à la France une position de leader mondial dans un domaine de haute technologie.**

Outre la suppression de 100 000 emplois directs et de presque autant d'emplois induits (dont on doute qu'elle soit compensée par des créations équivalentes), ce serait la marginalisation de tout un acquis scientifique et technique, accumulé depuis des décennies et dont le caractère d'excellence est mondialement reconnu. Cet acquis résulte en quelque sorte d'une tradition nationale qui remonte à Henri Becquerel et à Pierre et Marie Curie. Aujourd'hui plus que jamais, l'industrie nucléaire est un lieu de convergence et d'application des technologies les plus avancées (robotique, électronique, télémanipulation, systèmes de contrôle-commande, génie chimique contrôlés non destructifs, nouveaux matériaux etc.) dont elle favorise le développement dans de nombreux autres secteurs industriels. Sortir du nucléaire serait se priver d'un pôle de dynamisme qui « tire » le pays vers l'avant sur la scène mondiale des hautes technologies et qui l'installe en leader sur le marché de l'énergie.

- **Le parc électrique français deviendrait générateur d'importantes quantités de gaz à effet de serre (CO₂)**, alors que, grâce au nucléaire et au complément apporté par l'hydraulique, il n'en émet pratiquement pas. Ce serait un recul majeur sur le plan de la préservation de l'environnement et de la lutte menée au niveau mondial contre le réchauffement climatique.

- **Sur un plan géostratégique, faire appel au gaz pour le brûler dans des centrales électriques irait à l'encontre de l'impératif de gestion économe devant s'appliquer à une ressource dont on annonce la raréfaction.** Puiser dans les réserves de gaz, c'est contribuer à en diminuer la disponibilité et à en augmenter le prix. Autant de conséquences pénalisantes pour les pays défavorisés, qui ne peuvent recourir au nucléaire et qui ont besoin, pour se développer, des sources d'énergie les plus accessibles et les moins coûteuses possibles.

CONCLUSION.

L'avenir énergétique de la planète est frappé d'incertitude : l'épuisement prévisible des combustibles fossiles, la menace de l'effet de serre en dessinent un tableau préoccupant. Que, dans ces conditions, la France décide de sortir du nucléaire et de se priver ainsi d'une source d'énergie sûre, propre et bon marché, serait, à notre sens, une erreur, un choix risqué contraire à l'intérêt national.

SFEN - Avril/Mai 2004